



Intervention fonction publique d'Etat 9 mai 2019

Aujourd'hui 9 mai l'ensemble des organisations syndicales, CFE CGC, CFTC, CFDT, CGT, CGT FO, UNSA, et SOLIDAIRES, expriment leur colère devant la volonté du gouvernement de dynamiter la fonction publique.

Cette colère s'exprime aussi depuis plus de 6 mois maintenant dans les manifestations de gilets jaunes. Aujourd'hui nous sommes côte à côte, fonctionnaires, salariés, syndicats et gilets jaunes pour défendre les revendications essentielles : les statuts, les services publics, l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat.

C'est une véritable attaque frontale contre la fonction publique et les usagers des services publics, contre les citoyens, contre la république.

Dés le 13 mai, le projet de loi de transformation de la fonction publique sera débattu à l'assemblée nationale.

Macron et les ministres Dussopt, Lemaire, Blanquer et Darmanin ont décidé de passer en force en utilisant la procédure accélérée pour faire adopter leur loi scélérate qui vise non seulement à supprimer les CAP de mutations et de listes d'aptitude et à contractualiser les nouveaux arrivants mais également à fournir aux employeurs publics, des outils comme le détachement d'office et la rupture conventionnelle, pour se débarrasser des fonctionnaires titulaires qui seront affectés sur des missions privatisées.

Le recrutement de contractuels y compris sur des emplois de titulaires met fin à l'égalité de traitement des agents, écrase le statut et ouvre la porte à la précarité ainsi qu'à la possibilité de recruter les copains et les coquins et bien entendu des agents aux ordres.

Le projet de loi est un véritable miroir de la loi Travail et des ordonnances Macron. Il prévoit ainsi la mise en place d'une instance unique de représentation des personnels intitulée « comité social d'administration » pour examiner les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité sur le modèle de ce que les ordonnances sur le code du travail ont instauré dans le secteur privé.

En détruisant les CHSCT, et en faisant disparaître la moitié des 22000 instances de dialogue social, c'est la protection des fonctionnaires qui disparaît.

Macron peut faire des pseudo-annonces sur l'arrêt des suppressions de postes. La vérité c'est que son gouvernement aux ordres de la finance continue à détruire le service public, tout comme il voudrait baisser les retraites dès 2020 par la mise en place d'une nouvelle décote et l'augmentation du nombre d'annuités nécessaires.

Et c'est ce même gouvernement qui n'hésite pas à mentir, à l'image du ministre de l'intérieur CASTANER, qui crée les conditions de la violence contre les manifestants.

Dans ce contexte, ce gouvernement qui d'un côté réprime les manifestations, voudrait de l'autre côté diriger les syndicats et les mettre à sa botte dans des conférences. Il ne peut pas en être question.

L'avis de tempête sur la fonction publique se décline dans toutes les administrations. Toutes les missions, tous les agents sont concernés.

A l'éducation nationale, le projet de loi Blanquer dont le vote au sénat est annoncé pour mi-mai, remet en cause l'un des fondements de la République: l'égalité. Il prévoit un enseignement à géométrie variable en fonction des moyens locaux.

La réforme Blanquer programme par ailleurs, l'utilisation de surveillants contractuels en guise de professeurs au moment où le ministre Darmanin prône la généralisation des recrutements sous contrats dans l'ensemble de la fonction publique.

La police n'est pas en reste. La réforme des cycles de travail reste à venir. Au seul titre des heures supplémentaires c'est 275 millions d'euros qui sont dus aux policiers. La démolition des congés bonifiés s'ajoute aux conditions d'exercice que chacun reconnaît être déplorables.

La pénitencière n'est pas épargnée mais elle reste elle aussi déterminée pour faire entendre ses revendications sur la sécurité et les conditions de travail.

Aux finances publiques, le projet Darmanin prévoit de supprimer l'ensemble des trésoreries sur le territoire national remplacées à raison de un pour 10 par des « machins » dits « services de gestion comptable » sans contact avec les usagers et les communes qu'ils sont censés gérer. Les services des impôts sont eux aussi réduits à peau de chagrin au prétexte que l'informatique et internet permet à tous les contribuables de se débrouiller seuls.

Sans faire une liste à la Prévert, c'est bien toutes les administrations, tous les services publics et par voie de conséquence, la République qui est menacée par le projet de loi de transformation de la fonction publique et ses avatars déclinés dans chaque administration.

C'est pourquoi il est nécessaire aujourd'hui de débattre sur les moyens d'action pour gagner sur nos revendications.

Il nous revient d'informer la population et de mobiliser dès demain nos collègues afin qu'ensemble nous exigeons l'arrêt des privatisations, des suppressions de postes, l'augmentation du point d'indice, la titularisation des contractuels et bien entendu le retrait du projet de loi de transformation de la fonction publique.

Dans ces conditions pour gagner nous reste-t-il une autre solution que la préparation de la grève pour bloquer le pays et faire plier ce gouvernement ? Discutons-en partout dans les Assemblées Générales.

Merci à tous, je vous propose qu'à présent nous décidions la dissolution du cortège.